

Nouvelles locales du lundi 15 juillet 2013

@rib News, 15/07/2013 | Gouvernance - L'OLUCOME se dit contre l'octroi d'un marché de service d'une valeur de 2.000.000.000 FBu à la société ASYST par le ministre des Finances. En effet, le ministre des finances veut mettre à jour son système informatique. Selon le président de cet observatoire, le ministre des Finances a décidé d'octroyer ce marché à cette société d'une façon non encore éclaircie et cela va causer une perte de cette somme au Trésor. Gabriel Rufyiri demande au ministre de lancer un avis d'appel d'offre et ouvrir ainsi une compétition à toute personne intéressée. Il demande au Gouvernement d'intervenir dans les meilleurs délais pour arrêter cette situation.

[Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa]

Économie - Tenu depuis ce lundi à Bujumbura d'une réunion regroupant les bailleurs et le Gouvernement burundais. Durant deux jours, ils vont échanger sur la situation économique du pays après la conférence des donateurs du Burundi tenue à Genève. Dans son mot d'ouverture, le président de la République du Burundi a affirmé que le pays a fait un pas en avant dans le domaine économique puisqu'il a continué de lutter contre la corruption et les malversations économiques. Pierre Nkurunziza a pourtant admis que le pays a des problèmes en rapport avec l'électricité, le manque de capitaux, la santé, l'éducation. Les parrains du Burundi qui se sont exprimés ont réitéré leur volonté de continuer à soutenir le Burundi mais, ils estiment que le pays doit avant tout manifester sa volonté de lutter contre la mauvaise gouvernance, la corruption, mettre en avant la réforme du secteur de la justice, de la sécurité et des droits de l'Homme. Ce sont ces exigences qui avaient été formulées à Genève lors de la réunion de bailleurs. Certains de ces parrains ont même estimé que le Burundi ne doit pas continuellement compter sur les aides extérieures et doit promouvoir ses propres investissements productifs. Il a été demandé aux confessions religieuses, aux politiciens et aux organisations de la Société civile de tout faire pour assurer la mise en application des recommandations de cette réunion et le Gouvernement doit prendre le devant dans ce travail. Cette réunion devra prendre fin ce mardi dans l'après-midi.

[Rtnb/Bonesha/Rpa/Rtr/Isanganiro]- Le président de la commission nationale pour la coordination des aides affirme que l'argent promis à Genève a été donné à hauteur de 46%. Selon Pamphile Muderega, il a été ainsi affecté dans différents secteurs de la vie nationale comme l'enseignement, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, la santé, la sécurité et autres. Mais, cet avis n'est pas partagé par le président de PARCEM qui voit qu'il n'y a pas un seul dollar versé. Faustin Ndikumana estime qu'il est l'heure de la présentation des projets, et à ce stade, il ne voit pas d'argent versé. Selon lui, il s'agit seulement des engagements par signature et ce langage de dire que l'argent a été donné n'est que politique. [Bonesha/Isanganiro/Rtr/Rpa] | Société - Les membres de la CNTB dans la commune Rumonge ont assiégré les bureaux du Parquet de Bururi ce matin de lundi, devant eux, représentant de cette commission dans la province de Bururi. Selon Gabriel Nitereka, ils ont fait ce geste pour se révolter contre la libération d'une personne arrêtée pour avoir détruit les bornes d'une propriété foncière que la CNTB avait posées sur la colline Gashyamba de la commune Rumonge. Le procureur de la République dans cette province a fait pourtant savoir qu'il n'y a pas de loi qui viole dans cette libération puisque Augustin a présenté des papiers médicaux en provenance d'un médecin du gouvernement attestant qu'il est malade et qu'il doit bénéficier d'un repos médical. Selon lui, la loi est claire, et même si elle n'y a pas d'autre solution que la libération puisque personne ne peut être incarcéré si son état de santé ne le permet pas. Il promet toutefois que le cas est en train d'être traité et qu'il va connaître une issue favorable. Le représentant de la CNTB dans la province de Bururi estime toutefois que la situation n'est pas tendue entre la CNTB et le parquet. Il précise par ailleurs que les juges travaillent bien selon lui avec la commission. [Bonesha/Isanganiro]-

L'association pour le respect des victimes des tueries du marché de Kivyuka en 1996 estime que le gouvernement doit arrêter l'exhumation des corps enterrés dans des fosses communes à ce lieu et dialoguer avec les victimes la façon dont elles seront traitées. Selon le président de cette association, il s'agit d'une profanation alors que la population de cette localité s'attendait à une vérité et à une justice contre les auteurs de ce carnage. Charles Makoto fait savoir que ces personnes ont été sauvagement assassinées alors qu'elles tenaient paisiblement le marché. Il est aussi confiant que la justice sera rendue tôt ou tard avant d'ajouter qu'ils ont le droit de saisir les autres juridictions si la justice burundaise se laisse emporter et n'agit pas en conséquence. [Bonesha/Rtr/Isanganiro] | Sécurité routière - Les motards de la ville de Bujumbura demandent que la Police et l'administration fassent leur mieux pour les laisser circuler librement dans la capitale Bujumbura. Pourtant, la police trouve qu'ils sont à la base des accidents de roulage qui se produisent dans les rues de la capitale ainsi que les cas de vol. Mais, ces motards ils refusent ces allégations estimant que le problème est ailleurs. Les clients se lamentent aussi que cette situation leur cause un préjudice énorme puisque le coût du transport sur moto a été revu à la hausse puisque les motards estiment qu'ils courent plus de risque d'être arrêtés par les policiers.

[Bonesha] | Politique - Le parti Sahwanya Frodebu a tenu ce dimanche une réunion de renforcement de ses organes au chef lieu de la province de Makamba. Alors que les dirigeants de ce parti au niveau national étaient au rendez-vous, ils ont été accueillis par les membres de ce parti roulant à motos et les ont escortés depuis la colline Kanzege jusque dans la salle de la paroisse qui devrait abriter les travaux de la réunion. Selon le président de ce parti, il s'agissait d'une réunion de sensibilisation des membres de ce parti pour qu'ils adhèrent aux principes de démocratie, de respect des droits de l'Homme, de maintien de la sécurité, de patriotisme, et de renforcement du parti de Ndadaye Melchior. L'ancien Ngendakumana a ainsi demandé aux jeunes de son parti de respecter ces principes. Il a aussi remercié les administratifs et aux policiers qui ne laissent pas emporter par les considérations partisans et qui laissent les autres partis politiques tenir leurs réunions sans ingérence de leur part. Après la réunion, des membres issus d'autres partis politiques comme le Frodebu Nyakuri Iragi rya Ndadaye et le CNDD-FDD ont remis les insignes de ce parti et mis par la suite ceux du parti Sahwanya Frodebu. [Rtr/Rtnb]